

Cinq ans après le « printemps érable », où en est le mouvement étudiant ?

Arnaud Theurillat-Cloutier et Camille Robert

Numéro 792, septembre–octobre 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86224ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Theurillat-Cloutier, A. & Robert, C. (2017). Cinq ans après le « printemps érable », où en est le mouvement étudiant ? *Relations*, (792), 12–13.

En septembre 2012 prenait fin la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec. Si le « printemps érable » est un jalon majeur dans l'histoire des luttes étudiantes et sociales d'ici, il a aussi chamboulé l'« écosystème » d'un des mouvements sociaux les plus importants et organisés au Québec. Cinq ans plus tard, nos auteurs invités en débattent.

Depuis le « printemps érable », le mouvement étudiant connaît une importante restructuration aux effets paradoxaux.

Arnaud Theurillat-Cloutier

L'auteur, professeur de philosophie au Collège Jean-de-Brébeuf et doctorant en sociologie à l'UQAM, a publié *Printemps de force, une histoire engagée du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)* (Lux éditeur, 2017)

Où le mouvement étudiant en est-il depuis les manifestations du printemps 2012 – le plus grand soulèvement étudiant et populaire que le Québec ait connu depuis la Révolution tranquille? Cinq ans plus tard, d'aucuns auraient préféré la tenue d'une nouvelle grève générale pour souligner cet anniversaire, mais il faut croire que l'enthousiasme a, paradoxalement, fait place à la désertion.

Des associations nationales en crise

La grève étudiante de 2012 a propulsé comme jamais sur le devant de la scène l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), bastion de la combativité étudiante depuis 2001. L'hégémonie des fédérations étudiantes qui favorisaient une approche de concertation plutôt que la confrontation avec le gouvernement québécois, soit la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et sa petite sœur, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), en fut à l'époque fortement ébranlée. L'ASSÉ a en effet assumé un leadership inédit, tant sur les campus qui votaient la grève et s'affiliaient par dizaines à sa « coalition large » (la CLASSE) que dans les médias, où ses porte-paroles ont occupé une place prépondérante.

Au sortir de la grève, la FEUQ, minée notamment par de nombreux problèmes structurels (manque de démocratie, opacité, marginalisation des universités en région, etc.), s'est dissoute en 2015, après

plusieurs désaffiliations. La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), par contre, n'a pas tardé à faire renaître le « concertationnisme » étudiant en fondant l'Union étudiante du Québec (UEQ), qui regroupe aujourd'hui 72 000 universitaires. Dans une démarche plus critique des pratiques de la FEUQ, d'autres associations universitaires ont quant à elles créé l'Association pour la voix étudiante du Québec (AVEQ), qui regroupe deux associations universitaires (Université du Québec à Rimouski et Concordia) et 33 000 membres¹. Tant par sa structure que par ses positions, cette nouvelle association entretient une parenté évidente avec l'ASSÉ.

Le plus paradoxal des effets du « printemps érable » demeure toutefois le triste état actuel des associations locales et de l'ASSÉ. Après avoir doublé ses effectifs, qui sont passés de 40 000 à 80 000 membres à la suite du printemps 2012, l'ASSÉ n'a pas su gérer sa croissance et profiter de la disparition de la FEUQ. Elle a dû faire face à trois désaffiliations importantes, tandis que les comités, l'exécutif et le congrès se trouvent aujourd'hui dégarnis. Cette léthargie semble traduire un état généralisé de désertion de la lutte étudiante, à quelques exceptions près. Que s'est-il passé ?

Le Printemps 2015 et la grande dispersion

La tentative d'organiser une grève sociale au printemps 2015 explique en partie la situation. Incapable de rallier une majorité d'associations de l'ASSÉ à l'idée, un noyau s'est organisé pour lutter contre l'austérité et l'industrie des hydrocarbures. La structure organisationnelle de ce regroupement appelé « Printemps 2015 » laissait clairement transparaître son refus de la « rigidité » des associations nationales. La grève de 2015, malgré un départ en force, ne s'est pas étendue dans les cégeps et n'a pas rallié les employés du secteur public, comme l'espéraient ses

protagonistes. L'ASSÉ avait aussi quelque peu mobilisé ses troupes, mais devant le caractère largement universitaire et montréalais du mouvement, son conseil exécutif a appelé à un « repli stratégique » pour mieux relancer la lutte à l'automne, ce qui a fini par lui coûter son mandat. La contestation du rôle de l'exécutif et l'émergence de Printemps 2015 témoignent d'une radicalisation de la critique des prétendues tendances « centralisatrices » de l'association nationale. L'unité pragmatique qui régnait entre les diverses tendances de la gauche étudiante et qui a assuré le dynamisme de l'ASSÉ pendant une quinzaine d'années s'est dissoute.

Depuis, un nouveau champ de bataille s'est ouvert. Dans plusieurs cégeps et universités, des comités ont été mis sur pied afin de lutter pour la rémunération des stages, dont les Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE), qui revendiquent même le « salariat étudiant ». La lutte pour la rémunération des stages compte déjà une belle victoire à son actif : après quatre mois de grève, les internes en psychologie ont obtenu la rémunération de leur stage obligatoire, en décembre 2016. Cette lutte en a inspiré d'autres en soins infirmiers, chez les sages-femmes et chez les futurs enseignants et enseignantes. Mais la force mobilisatrice de cette lutte paraît pour l'instant limitée, bien qu'elle porte la possibilité de rallier bien des étudiants dans les secteurs techniques et professionnels, traditionnellement peu mobilisés.

En attendant, les associations « concertationnistes » consolident leur position et ont obtenu du gouvernement libéral certaines améliorations significatives de l'aide financière aux études en décembre dernier. La gauche étudiante, elle, peine encore à retrouver les ingrédients de sa réunification. ☹

1. Cinq autres associations participent également à la construction de cette organisation nationale.

CINQ ANS APRÈS LE « PRINTEMPS ÉRABLE », OÙ EN EST LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ?

La grève étudiante de 2012 et ses suites ont mené à une importante prise de conscience féministe chez plusieurs militantes.

Camille Robert

L'auteure, doctorante en histoire à l'UQAM, a été co-porte-parole de la CLASSE

La grève étudiante de 2012 s'est d'abord articulée autour du refus d'une hausse des frais de scolarité de 1625 \$ par année avec, en trame de fond, un discours critique de l'économie du savoir et de la marchandisation de l'éducation. Les pratiques et les revendications féministes ont également été présentes tout au long du conflit, bien qu'elles demeurent trop souvent évacuées de la mémoire de la grève. Cinq ans plus tard, il convient de tirer un bilan des dernières années en ce qui concerne les mobilisations féministes au sein du mouvement étudiant.

Grève partout, féminisme... nulle part ?

Quelques jours avant le déclenchement de la grève de 2012, les membres du comité femmes de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) démissionnaient en bloc, exténuées par une culture et une tradition militante « pas féministes du tout », comme l'exprimait l'une des membres du comité dans une lettre. Ce coup d'éclat a donné le ton durant les mois suivants, lors desquels les étudiantes ont constamment dû faire leur place dans les assemblées générales et dans la rue.

Dans un texte sur la division sexuelle du travail militant dans le cadre de la grève de 2012¹, Camille Tremblay-Fournier explique que les activités et les tâches traditionnellement associées aux femmes ne mobilisent pas le même type de connaissances pratiques et ne jouissent pas de la même reconnaissance que celles généralement effectuées par des hommes. Si les hommes

sont très présents dans la planification des luttes et dans les moments forts, lorsqu'une grève se termine, ce sont généralement les femmes qui reprennent le flambeau, pratiquement seules, en assumant le travail de soutien matériel et émotionnel.

Alors que les militants peuvent se concentrer sur les enjeux larges des mobilisations, qu'il s'agisse de l'aide financière aux études (2005), des frais de scolarité (2012) ou de l'austérité (2015), les militantes, elles, doivent faire face à une triple lutte. En plus de se mobiliser autour des enjeux dits « principaux », elles doivent également mener seules les combats féministes spécifiques qui y sont liés – par exemple contre les effets différenciés de l'austérité sur les femmes – et tailler une place aux pratiques féministes dans leur association étudiante – comme l'alternance hommes-femmes lors des assemblées générales. Le tout, en essayant bien souvent les critiques de leurs collègues masculins. Les femmes doivent, enfin, mener une lutte quotidienne sur les aspects « internes » et « informels » des mobilisations, qu'il s'agisse de la division sexuelle du travail militant, du sexisme ou des agressions sexuelles commises dans les cercles associatifs.

Un renouveau féministe

Ces expériences ont été, pour plusieurs femmes, des moments forts de prise de conscience féministe. Déçues ou en colère, mais pas résignées, de nombreuses militantes ont alors compris, par la pratique, toute l'importance du féminisme. Elles ont bataillé dans l'ombre, tantôt en dénonçant les agressions sexuelles (dès l'automne 2012), tantôt en donnant des ateliers ou en écrivant des textes de réflexion, et ce, bien avant qu'il ne devienne de bon goût de se dire féministe à Radio-Canada. Les comités femmes ont refait surface sur les campus, et de nouveaux groupes féministes affinitaires, composés de plusieurs étudiantes, sont apparus en portant un message plus radi-

cal. Derrière la relative sécurité de l'anonymat, Alerta Feminista, les Hyènes en jupons, les Hystériques, les Gamines et les Harpies ont « brassé la cage » du patriarcat et du sexisme dans les milieux collégiaux et universitaires.

Ainsi, les grèves de 2012 et de 2015 – et leurs ressacs – ont sans doute contribué à former une nouvelle génération de féministes, tout en permettant l'affirmation de pratiques et de principes féministes forts au-delà du mouvement étudiant. Alors que les associations étudiantes nationales connaissent un certain déclin (depuis 2015, la Fédération étudiante universitaire du Québec a implosé et l'ASSÉ périclite), de nouvelles mobilisations émergent.

Parmi celles-ci, la campagne des Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE) propose un changement de paradigme dans le mouvement étudiant. Plutôt que penser uniquement l'éducation sous l'angle du *bien commun* et du *service public*, les militantes et les militants des CUTE mettent au jour les rapports d'exploitation liés au travail étudiant, qu'il s'agisse des stages non rémunérés ou de l'appropriation du travail intellectuel des étudiantes et des étudiants. En revendiquant la rémunération de tous les stages et, à plus long terme, le salariat étudiant, les CUTE placent le féminisme au centre de leur analyse en se faisant l'écho, au sein du mouvement étudiant, des luttes plus larges contre l'exploitation du travail invisible – généralement effectué par des femmes. En somme, cette perspective permet de renouveler la vision d'une éducation masculinisée dans laquelle les enjeux féministes ont trop souvent été réduits à une annexe de la lutte « principale » et, à terme, de bâtir de nouvelles solidarités. ☺

1. C. Tremblay-Fournier, « La grève étudiante pour les nulles : Qui paie le prix des résistances au capitalisme néolibéral ? » dans Marie-Ève Surprenant et Mylène Bigaouette (dir.), *Les femmes changent la lutte. Au cœur du printemps québécois*, Montréal, Remue-ménage, 2013.